



ETUDE NATIONALE SUR LES OPPORTUNITÉS ET STRATEGIES D'UNE TRANSITION VERS UNE ECONOMIE VERTE EN CÔTE D'IVOIRE

FEUILLE DE ROUTE

Rapport Final

Avril, 2013

Sommaire

Introduction	3
1 - Contexte	4
2- Défis de la transition vers une économie verte	6
3- Des niches pour la transition vers une économie verte	8
A - L'agriculture : moteur de la croissance et poumon de l'emploi en Côte d'Ivoire	8
B - La foresterie durable.....	11
C- Energie durable	12
D - Le secteur de l'industrie	14
E- Les établissements humains durables avec des systèmes d'assainissement et une bonne gestion des déchets solides en zone urbaine.....	17
4- Les fondamentaux structurant la feuille de route pour une transition vers l'économie verte	21
5 - Conclusion	26
ANNEXES : ATELIER DE VALIDATION DE L'ETUDE SUR LES CONDITIONS DE LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE VERTE.....	28

Introduction

1. Depuis plusieurs décennies, l'humanité a lancé des processus de concertation et d'engagement reflétant une prise de conscience collective des menaces sur l'environnement. Cet engagement fut renouvelé encore une fois à RIO +20 quelques 40 ans après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm (1972) en passant par le Sommet des Nations unies sur le développement durable à Johannesburg (2002) et par le sommet de RIO 1992 avec la naissance la Conventions cadre des nations unies sur les changements climatiques, celles sur la lutte contre la désertification et la diversité biologique et par ailleurs, l'Agenda 21.
2. La crise actuelle, autant climatique, environnementale, économique, financière qu'alimentaire résulte d'une pratique et d'une vision de l'économie et du « progrès humain » qui ignore les limites biophysiques de la nature, les modes de vie et les contributions des peuples et des cultures. Cela se traduit, entre autres, par la surexploitation du capital naturel, l'accaparement des terres et la dégradation des écosystèmes, la perte de biodiversité, le réchauffement global et le renforcement structurel des mécanismes de création de la pauvreté et d'inéquité dans la distribution des richesses.
3. Le document « l'avenir que nous voulons » issu de Rio+20 reconnaît que « les changements fondamentaux dans la façon dont les sociétés produisent et consomment sont indispensables pour réaliser un développement durable à l'échelle mondiale ». Il reconnaît également que l'économie verte constitue un moyen judicieux pour parvenir à un développement durable tout en luttant contre la pauvreté.
4. A ce titre, et afin d'inscrire les pays dans une perspective de développement durable et de lutte contre la pauvreté, que le concept d'économie verte est né et considéré selon le PNUE, comme étant « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ». En d'autres termes, l'économie verte se définit comme une économie qui fournit des moyens d'existence durables pour tous, tout en respectant les limites écologiques.
5. La Direction Générale du Développement Durable (DGDD) du Ministère de l'Environnement, de la salubrité Urbaine et du Développement Durable (MENSUDD) de la République de Côte d'Ivoire (RCI), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ainsi que d'autres partenaires, souhaite initier une réflexion en vue d'identifier les possibles opportunités et stratégies pour créer les conditions habilitantes d'une transition du pays vers une économie verte en Côte d'Ivoire.
6. Cette étude exploratoire a été initiée en vue d'aboutir à l'élaboration d'une feuille de route pour une transition vers l'économie verte.
7. Les éléments de la feuille de route définis se réfèrent aux éléments d'analyse globale du contexte économique, social et environnemental du pays et visent à prendre en compte les différentes dynamiques nationales pour la croissance, la création d'emplois, l'investissement public et privé

1 - Contexte

8. La Côte d'Ivoire, avec une population de plus de 20 152 894 habitants en 2011 sur une superficie de 322 462 km², fait face à un certain nombre d'exigences pour s'inscrire dans un processus irréversible de développement durable soutenu par une forte croissance économique respectant les équilibres écologiques et visant à instaurer la dignité humaine. Ainsi, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la création d'emplois notamment pour les plus vulnérables, la lutte contre le changement /ou variabilité climatique, offrent des niches de mutations des modes de production et de consommation pour inscrire le pays dans un processus de transformation structurelle profonde.
9. La Côte d'Ivoire, compte tenu des périodes d'instabilité au cours de la dernière décennie, a connu un profond effondrement de son tissu social et économique comme en attestent les constats suivants :
 - a. La pauvreté augmente et avec elle l'accélération des flux migratoires. Selon l'Institut National de la Statistique (INS, ENV08), le taux de pauvreté est passé de 10 % en 1985 à 38,4% en 2002, pour atteindre 48,9 % en 2008. Les femmes sont les plus touchées par la pauvreté.
 - b. Un chômage important, notamment chez les jeunes. Le taux de chômage est estimé à 15% en 2008.
 - c. La croissance du PIB a connu des taux négatifs en 2000 et a rarement atteint 5% au cours de la décennie. Aujourd'hui, une reprise est notée progressivement, situant le taux autour de 8,1% en 2012 et les projections l'estiment à deux chiffres à l'horizon 2015 (PND, 2012).
10. Au plan politique, en se substituant au DRSP en tant que cadre de référence, le Plan National de développement (PND, 2012) vise, entre autres, à ramener le pays sur les sentiers d'une croissance vigoureuse, soutenue et inclusive pour transformer la Côte d'Ivoire en un pays émergent à l'horizon 2020.
11. Au plan environnemental, la Côte d'Ivoire dispose d'une politique nationale d'environnement (PNE) et de la plupart des politiques et stratégies sectorielles de gestion des ressources naturelles (biodiversité, changement climatique, lutte contre la désertification, gestion des ressources en eau, gestion des produits chimiques, forêt, faune, etc.). Son Plan National d'Action Environnementale (PNAE-CI) envisageait déjà des objectifs stratégiques de gestion environnementale du pays pour la période 1996-2010 autour des programmes ambitieux dont : le développement d'une agriculture durable ; la préservation de la biodiversité ; la gestion des établissements humains ; la gestion de la zone côtière ; la lutte contre la pollution industrielle et les nuisances etc.
12. Au plan institutionnel, le Décret N°2011-432 du 30 Novembre 2011 portant organisation du Ministère de L'environnement et du Développement a créé la Direction de l'Economie Verte et de la Responsabilité Sociétale (DEVRS) sous l'égide de la Direction Générale du Développement Durable (DGDD) de l'actuel MINSUDD. Cette direction s'occupe, entre autres, de la promotion des filières vertes et le développement de l'innovation, la promotion de systèmes de production et de consommation responsables, y compris à travers les achats publics durables, la promotion dans les services publics et les entreprises privées de la responsabilité sociétale et les labels qui reflètent le développement durable, etc.

13. Face à ce contexte peu reluisant, l'économie verte présente des **opportunités** en rapport avec un certain nombre d'enjeux dont :
- a. Un développement durable à travers, entre autres, l'adoption de modes de production et consommation durables pour inscrire les communautés dans des stratégies de croissance sobre en carbone.
 - b. Le développement de l'entrepreneuriat et la création d'emplois verts et décents : Le développement de l'entrepreneuriat est une base fondamentale de création de richesse et d'emplois dans le monde. Or, en Afrique, beaucoup d'activités se développent suivant des circuits informels, échappent aux normes de la comptabilité publique et biaisent fondamentalement le calcul du PIB.
 - c. La sécurité alimentaire et énergétique : l'effet conjugué du croît de la demande de nourriture due à la croissance démographique et l'accroissement de la vulnérabilité des secteurs agricole et énergétique au changement climatique menace la sécurité alimentaire et énergétique du pays. Ainsi, le développement des pratiques agricoles durables associé à la transition énergétique peut améliorer l'équilibre de l'offre et de la demande dans ces deux secteurs.
 - d. L'innovation et le transfert de technologies y compris la valorisation des connaissances endogènes.
 - e. La gouvernance inclusive pour une meilleure répartition des co-bénéfices dans le respect de l'équité genre.
14. **L'objectif général visé par cette étude est d'informer et de sensibiliser** les parties prenantes de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires sur les opportunités du développement durable, en vue de l'élaboration du cadre stratégique national de transition vers une économie verte. De manière plus spécifique, il s'agit de :
- a. faire la revue des politiques/plans et programmes sectoriels renfermant des opportunités en matière d'économie verte en RCI tout en identifiant également les possibles lacunes et carences à pallier;
 - b. identifier et analyser les instruments et outils pertinents, aux plans national, sous-régional et international, nécessaires à l'intégration de l'économie verte dans les politiques sectorielles ivoiriennes;
 - c. évaluer les forces/atouts et faiblesses du cadre institutionnel et réglementaire favorisant le développement d'une économie verte en Côte d'Ivoire; et
 - d. compiler, préparer et structurer le tout en un ensemble de documents, données et informations pertinents en vue de leur discussion et validation lors de l'atelier national (étape ultime de cette étude) et lors des étapes futures de mise en œuvre du programme de la RCI sur l'économie verte; le document devra prendre en compte les conclusions de l'étude sur l'emploi et l'économie verte réalisée par le PNUD dans les secteurs de l'énergie, des déchets et de la foresterie.

2- Défis de la transition vers une économie verte

2.1 – Cadre conceptuel de l'économie verte

15. L'économie verte, un concept à controverse dans ses définitions, est considérée comme un outil de promotion du développement durable et reste au cœur des débats nationaux et internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques et de création massive d'emplois respectueux de l'environnement. En raison de sa complexité, différents organismes ont tenté de caractériser l'économie verte pour donner un contenu opérationnel.
16. Le PNUE définit l'économie verte comme « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ». De manière opérationnelle, dans ce type d'économie, la croissance de revenus et la création d'emplois doivent provenir des investissements publics et privés sobres en carbone, peu polluants, efficaces dans l'usage des ressources y compris énergétiques et susceptibles de préserver la biodiversité et les services environnementaux
17. L'OCDE aborde la notion de la croissance verte comme « une croissance qui favorise la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Pour ce faire, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques. »

2.2 - Défis

18. En vue de tirer un meilleur profit des opportunités potentielles, un certain nombre de défis doivent encore être relevés pour amorcer la transition vers l'économie verte et plus globalement vers le développement durable
19. **Acquisition des nouvelles connaissances et compétences :** Comme dans toute transition, celle vers l'économie verte va permettre de créer de nouveaux emplois, reconvertir d'anciens emplois mais sans nul doute va faire disparaître à terme ceux non durables. En dépit du fait que les nouveaux emplois vont excéder les pertes d'emplois non durables de l'économie brune, la transition justifie la pertinence d'investir dans la formation à de nouvelles compétences et l'acquisition de nouvelles connaissances.
20. **La vulnérabilité au changement climatique des filières à fort potentiel de création de richesse et d'emplois verts :** le changement climatique menace toute l'Humanité et se présente comme une forme additionnelle de vulnérabilité des peuples et des écosystèmes. La vulnérabilité du pays aux effets des changements est largement démontrée par les études sectorielles en termes : de diminution de la pluviométrie avec ses conséquences sur la baisse des rendements agricoles menaçant la sécurité alimentaire, d'élévation des températures et ses conséquences sur les ressources hydriques et énergétiques, d'augmentation du niveau de la mer et les effets de l'érosion côtière sur les infrastructures, de déséquilibre des écosystèmes et plus globalement de menaces sur les moyens d'existence. Le changement climatique est une donnée importante à considérer dans le choix des filières devant constituer la base de la transition vers l'économie verte.

21. **Le financement de l'amorçage de la transition vers l'économie verte** dans un contexte de récession économique. Le grand défi réside dans la difficulté pour les décideurs à toutes les échelles de comprendre la nécessité de compter d'abord sur les ressources propres de l'Etat et des collectivités locales pour impulser la dynamique de transition.
22. **L'inertie des opérateurs**, notamment du secteur informel : Le défi réside dans la difficulté des opérateurs du secteur informel à comprendre la nécessité de changer de comportement et les gains induits par l'adoption de procédés plus respectueux de l'environnement. La question de la prise en charge du surcoût lié au changement d'option de production peut constituer une barrière d'entrée.
23. **La résilience du modèle de développement actuel**. Bien que non durable, ce modèle reste encore très attractif pour avoir porté avec succès la dynamique de modernisation de la vie économique et sociale dans les pays développés et dans les pays émergents. Sortir de ce modèle et amorcer la transition dans les pays qui aspirent à leur tour au développement industriel et économique seront d'autant plus difficile.
24. **La croissance démographique et le développement des villes** : Le rythme de croissance de la population Ivoirienne figure parmi les plus élevés dans le monde avec un taux de croissance de 2,8 % entre 1998 et 2010. La population estimée à environ 20 millions d'habitant en 2010 contre 3,4 millions en 1960. Elle serait très largement majoritaire en zone urbaine avec ce que cela requiert en termes d'efforts d'aménagement du territoire en vue de disposer de villes durables. Le grand défi lié à l'accroissement de la population est tout à la fois de résorber les inégalités actuelles d'accès aux services et aux infrastructures de base et de répondre aux besoins des générations futures, en même temps.
25. **La difficulté du passage des approches sectorielles** à celles plus holistiques en vue de tirer profit de la synergie des acteurs dans le but d'intégrer la problématique de l'économie verte dans toutes les dynamiques de développement en vue de la réduction de l'empreinte écologique des activités humaines.
26. La difficulté à appréhender la transition comme une opportunité de mutation vers un statut **formel dans la** création de valeur ajoutée et d'emplois pour le développement local, pour la création d'emplois décents et pour l'amélioration du cadre et du niveau de vie des populations.
27. La reconnaissance par le pays du rôle incontournable des collectivités territoriales et des citoyens dans la transition de l'ancien modèle bâti sur les modes de production non viables, vers un nouveau modèle de développement compatible avec les exigences de l'équilibre des écosystèmes, des changements et variabilité climatiques.

3- Des niches pour la transition vers une économie verte

28. Tous les secteurs de l'économie nationale (primaire, secondaire et tertiaire) disposent en leur sein de potentielles niches pour contribuer à la transition vers une économie verte. Cependant, pour cette feuille de route, une primauté est accordée aux filières à Haute Intensité de Main de d'œuvre (HIMO), au poids de la filière dans la création richesse, sa contribution à l'amélioration du bien-être, sa possibilité à réduire l'empreinte écologique de l'Etat et des communautés, ses impacts sur l'amélioration du bien-être.
29. Dans une perspective de développement durable, la matérialisation efficace de ce chantier, à grand potentiel de création de richesse et d'emplois verts, relève indubitablement des performances des piliers de développement suivants :

A - L'agriculture : moteur de la croissance et poumon de l'emploi en Côte d'Ivoire

30. L'agriculture contribue à hauteur de 22% du PIB national, emploie plus de 70% de la population, fournit plus de 65% des revenus des ménages et procure environ 75% des recettes d'exploitation non pétrolières. L'agriculture ivoirienne comprend une agriculture vivrière qui contribue à hauteur de 17% du PIB, une agriculture d'exportation dont la part dans le PIB est de 5%¹.
31. Le pays dispose d'un potentiel important de terres cultivables représentant 75% du territoire national. Seulement 40% des terres arables sont exploitées alors que la qualité des sols et les conditions agro-climatiques permettent une diversité de cultures tropicales.
32. Le potentiel des terres irrigables est évalué à 475 000 ha, répartis en 175 000 ha de bas-fonds, 200 000 ha dans les grandes plaines et 100 000 ha de marais côtiers. Cependant l'étendue des terres humides est estimée à 7 millions d'hectares, dont 500 000 ha seraient constitués de bas-fonds aptes à l'aménagement (fao.org)
33. La croissance du secteur agricole est tirée par les spéculations telles que le café, le cacao, la banane, l'ananas, le coton, l'huile de palme, la canne à sucre, hévéa, l'anacarde, l'igname, le manioc, la banane plantain et le riz. A l'issue de la campagne 2010-2011 les productions vivrières (mil et sorgho, maïs, riz paddy, manioc, igname) ont globalement augmenté de 3% tandis que les cultures d'exportation ont enregistré des résultats contrastés, marqués par une hausse des récoltes de cacao (+ 4,7 %) et un net recul de la production de café (- 34,8 %)².

Principales productions vivrières

(en milliers de tonnes)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011 (a)
Igname	5 842,2	6 011,6	6 191,9	6 396,3
Manioc	2 342,2	2 410,1	2 482,4	2 564,3
Riz paddy	606,3	623,9	642,6	663,8
Maïs	531,9	547,4	563,8	582,4
Mil et sorgho	72,3	74,4	76,6	79,2

(a) Chiffres provisoires

Sources : BCEAO, administrations nationales

¹ République de Côte d'Ivoire : Plan National de développement, Tome 1 : résumé analytique, 2011

² Banque de France : Rapport annuel de la Zone franc, 2010

34. Les filières coton, café, et cacao constituent les principaux produits d'exportation du pays et font vivre 9 millions de personnes, soit près de la moitié de la population. La production de coton a atteint 185 300 tonnes au titre de la campagne 2010-2011, soit une hausse de 32% durant la récolte précédente en raison de l'introduction d'une nouvelle variété de semence à rendement amélioré et du relèvement du prix d'achat aux producteurs qui a été porté à 200 franc CFA le kilogramme, soit une hausse de 8,1% par rapport à 2009.

Principales productions agricoles et prix d'achat aux producteurs

(productions en milliers de tonnes ; prix d'achat en francs CFA par kilogramme)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011 (a)
Cacao	1 382,4	1 223,2	1 242,3	1 301,3
Prix indicatif d'achat	467,0	620,0	979,0	1 100,0
Café	169,9	67,6	144,7	94,4
Prix moyen d'achat aux producteurs	584,0	406,0	302,0	525,0
Coton graine	138,9	125,7	140,6	185,3
Prix d'achat aux producteurs	150,0	185,0	185,0	200,0

(a) Chiffres provisoires

Sources : BCEAO, administrations nationales

35. La production de café connaît un déclin sans précédent durant ces deux dernières décennies. Le pays est passé du 3^{ème} rang au 12^{ème} rang mondial. La production de café souffre de la faiblesse de rendement lié au vieillissement des plantes.
36. La disponibilité de l'eau et des terres, de main d'œuvre, la diversité des spéculations sont autant d'atouts susceptibles de soutenir le développement d'une économie verte.
37. Les pratiques porteuses de croissance verte peuvent ainsi être repérées à travers : l'agriculture biologique ; l'agroforesterie, la gestion durable des terres et la restauration des sols, le pompage et l'irrigation par les énergies renouvelables, le système goutte à goutte pour la rationalisation de l'usage de l'eau dans les périmètres, les processus modernes de transformation et de conservation des produits agricoles
38. Cependant, un certain nombre de contraintes peuvent être relevées. L'évaluation à mi-parcours du plan directeur de développement agricole 1992-2015 conclut que l'intensification de l'agriculture est loin d'être réalisée et la déforestation s'est aggravée. Malgré l'adoption d'une loi sur le foncier rural, les problèmes de l'accès et de la sécurisation des terres restent entiers. Dès lors, les pratiques actuelles de cession des terres pour la production de l'Hévéa couvent un grand problème social. Par ailleurs, le secteur souffre d'un manque d'organisation et la synergie entre recherche et développement reste insuffisante.
39. Le tableau suivant offre un bilan synthétique des atouts et contraintes de la transition vers l'économie de même que les opportunités et menaces. Les détails de l'analyse produite lors de la concertation nationale des acteurs se trouvent en annexe.

Atouts pour une transition vers l'économie verte	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> – Disponibilité : terre-Eau-Main d'œuvre – Existence de Loi (foncière, code de l'environnement, code forestier, code de l'eau,) – Politique de décentralisation – Important potentiel de transformation des pratiques traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> – Absence de référentiels (les bonnes pratiques, business modèles) en économie verte – Faible sensibilisation des producteurs – Faible taux de transformation de la production – Problème d'accès et sécurisation du foncier – Faible organisations des filières

<ul style="list-style-type: none"> – Possibilité d'aménagement hydro-Agricole – vieillissement de l'outil de production – Diversité des filières agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> – Faiblesse du financement et de l'encadrement – Faible niveau d'utilisation des semences de qualité et de variétés améliorées (exemple du riz paddy)
Menaces	Opportunités d'action
<ul style="list-style-type: none"> – Développement des monocultures – Changement et variabilité climatique – Accaparement des terres 	<ul style="list-style-type: none"> – Agriculture durable / biologique – maîtrise de l'eau avec les systèmes de pompage utilisant les énergies renouvelables – Agroforesterie – Bioénergie (Biogaz, valorisation des déchets agricoles) – Valorisation de sous-produits agricoles – Valorisation de bonnes pratiques et savoir-faire local – Introduction de nouvelles variétés culturales et techniques améliorées

B - La foresterie durable

40. Le couvert forestier de la Côte d'Ivoire estimé à 16 millions d'hectares en 1960 a connu une perte de plus de 75% en moins d'un demi-siècle. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire dispose d'un réseau de parcs nationaux, de réserves et de forêts classées constituant le domaine forestier de l'Etat. Il s'élève à 6,38 millions d'hectares composé de 4,2 millions d'hectares représentant 231 forêts classées fortement dégradées, de 171 000 hectares de plantations forestières et de 2 millions d'hectares d'aires protégées.
41. Les forêts classées destinées à l'exploitation du bois sont réparties en périmètres forestiers qui sont au nombre de 384 sur lesquels, 379 sont attribuées à des exploitations forestières.
42. La production de grumes a été de 1 554 013,23 m³ en 2010 avec un taux de transformation locale de 57,70%. En 2008, le secteur de l'industrie du bois employait régulièrement près de 40 000 personnes et contribue à hauteur 5% du tissu industriel ivoirien.
43. L'usage de la biomasse énergie sous forme de bois et charbon de bois renforce la pression sur le couvert forestier quand on sait que plus de 70% des ménages dépendent de la biomasse énergie pour la cuisson. Le charbon de bois quant à lui représentait 29 780 tonnes en 2005. Mais sa consommation augmentera progressivement avec le croît démographique si d'autres alternatives de cuisson ne sont pas introduites.
44. Un programme d'aménagement durable des forêts classées conduit par la Société de Développement des Forêts (SODEFOR) est en cours. Il porte sur 86 plans d'aménagement (soit environ 3 millions d'ha) dont 32 sont déjà adoptés par l'autorité de tutelle. L'introduction de programmes d'aménagement forestier renforce la résilience des écosystèmes forestiers et leur permet de mieux répondre à leur fonction d'approvisionnement, de régulation et culturelle.
45. Le secteur des forêts absorbe un nombre important de la main d'œuvre non qualifiée notamment pour les opérations de reboisement. Après les estimations faites à partir des rendements et des superficies à reboiser et/ou à entretenir, les besoins en main d'œuvre pour les emplois verts dans le domaine du reboisement, s'élèvent à **294 400 hommes-jours** environs pour le programme de plantation et à **422 500 hommes-jours** environs au titre des entretiens des parcelles plantées de 2009 à 2011 (PNUD, 2012). L'estimation a été faite sur la base de 3 191 ha à reboiser par les concessionnaires de périmètres d'exploitation forestière et 2 000 ha de reboisement à exécuter par la SODEFOR, auxquels s'ajoutent 12 000 ha de plantations forestières à entretenir (sylviculture, entretiens manuels).
46. Le manque de contrôle de l'Etat sur l'exploitation forestière, le marché des ressources non ligneuses méconnu et désorganisé, l'insuffisance des investissements dans le secteur forestier, le cadre juridique incomplet et le cadre institutionnel instable sont autant d'obstacles qui entraveraient gravement l'efficacité de ce pilier de l'économie verte.

Analyse des Atouts, faiblesses, menaces et opportunités de la transition vers l'économie verte

Atouts de la transition vers l'économie verte	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> – Existence de Loi portant code forestier en cour de révision – Création de 231 FC, 8 PN, et 6 Réserves Naturelles – Création de la SODEFOR, OIPR – Disponibilité d'espace à reboiser – Financement du reboisement par le secteur privé du bois 	<ul style="list-style-type: none"> – Connaissance insuffisante du potentiel ligneux du marché des non ligneux et sa désorganisation – Faible application de la loi forestière – Méconnaissance de ces lois par les populations – Inexistence de plan d'aménagement des plusieurs FC – Inadaptation des lois aux nouveaux défis environnementaux – Absence de schéma directeur d'approvisionnement en bois énergie des villes

Menaces	Opportunités d'Action
<ul style="list-style-type: none"> – Processus de Désertification et changement climatique. – Manque de contrôle de l'exploitation – Recul 300 000 ha/an – Développement des monocultures – Croissance démographique et pression sur les ressources forestières 	<ul style="list-style-type: none"> – Aménagement forestier – Gestion des forêts aménagées – Activités amodiées (chasse) – Marché du carbone (REED+) – la mise en place et la conduite de plantations forestières manuelles ou mécaniques – Activités de production, de transformation et de commercialisation des produits forestiers – la foresterie – Ecotourisme

C- Energie durable

47. La transition vers une économie verte peut être aussi basée sur une transition énergétique en Côte d'Ivoire. Cette transition énergétique renvoie au renforcement du mix énergétique du pays à travers un recours plus important aux énergies renouvelables du côté de l'offre et de la sobriété ou l'efficacité énergétique du côté de la demande.
48. Les besoins d'accès aux services énergétiques modernes (le pompage/irrigation de l'eau, la cuisson, le séchage, le fumage du poisson, froid pour la conservation, le transport, la communication) requièrent une diversification des formes d'énergie pour améliorer l'accès à l'énergie durable pour tous, conformément à l'initiative des NU sur SE4ALL et aux orientations régionales de la CEDEAO visant à assurer 48 % d'énergie renouvelable dans le bilan énergétique et 30% d'économie d'électricité dans la région à l'horizon 2030 (ECREEE,2012).
49. Le bilan de consommation finale d'énergie de la Côte d'Ivoire a été de 5.340 ktep en 2009 (ECREEE, 2011). La biomasse représente 70% de cette consommation et demeure la première source d'énergie utilisée principalement par les ménages. Les produits pétroliers (19%), l'électricité (7%) et le gaz naturel (4,1%) constituent les autres sources d'énergie consommée. Le niveau d'accès à l'électricité est de 73,9% largement supérieur à la moyenne de la CEDEAO qui est de 45,1%. Seulement beaucoup d'efforts restent à accomplir notamment en matière d'électrification rurale car sur environ 8513 localités seules 2821 étaient électrifiées en décembre 2010 soit un taux de couverture de 33,1%.
50. La Consommation finale d'énergie par secteur est également dominée par le résidentiel qui représente 68,6%. En définitive, le segment résidentiel couvre beaucoup des niches d'action d'efficacité énergétique à travers des équipements d'utilisation efficace de la biomasse (cuisson) et des lampes à économie d'énergie (éclairage) dans le cadre d'une transition vers l'économie verte. Le plan stratégique de développement 2011 -2030 du MMPE accorde une grande place aux projets d'efficacité énergétique dans le résidentiel (programme de diffusion de 5 millions de lampes), dans les bâtiments publics, dans l'industrie comme également les audits énergétiques planifiés dans les hôtels et les hôpitaux. Ces actions présentent des opportunités de création d'entreprises d'offre de services énergétiques.
51. Plus globalement, la production d'électricité a augmenté de 1,5% en moyenne par an entre 2002 et 2009 contre 5,7% par an depuis 2005 pour la consommation.

52. Cependant, la contribution des énergies renouvelables dans le bilan énergétique est très marginale (moins de 1% si on exclue les grands barrages hydroélectriques) malgré la dotation naturelle du pays en bioénergie, solaire, éolien, micro-hydroélectricité.
53. **Au plan de la bioénergie** dans ses formes solide (bois et charbon durable), liquide (agro-carburant) que gazeux, plusieurs opportunités se présentent pour booster l'économie verte:
- a. les résidus agricoles et les déchets agro-industriels comme la bagasse (120 000 TEP), la mélasse de canne à sucre (30 000 Tep), les fiches et coques de Palme (100 000 TEP), les coques et parches de café et fèves de cacao (74 000 TEP) représentent à elles seules quelques 300 Tep, sans tenir compte des ordures ménagères dont Abidjan a elle seule peut fournir plus d'un million de tonnes par an (GIZ,2008).
 - b. Du côté de la demande, la diffusion des procédés efficaces de production de charbon et des équipements de cuisson à haut rendement (Foyers améliorés) constitue autant de niches de développement d'emplois et de revenu.
 - c. Le biodigesteur pour la production du biogaz pour la cuisson et des effluents (engrais organique) pour la fertilisation des terres agricoles se présente comme une excellente niche d'action à double bénéfice : bon pour les forêts et bon pour l'agriculture. Les exemples du Burkina et du Sénégal peuvent témoigner de l'impact positif de l'usage de ce bio-fertilisant dans l'amélioration des rendements agricoles.
 - d. Les agro-carburants disposent d'un potentiel théorique important pour un mix dans les véhicules et pour la motorisation rurale. Cependant, le potentiel de production propice tenant compte des conditions agro-climatiques, pédologiques et socioéconomiques (compétition avec les cultures vivrières dans l'usage de l'eau et des terres) n'est pas encore déterminé pour les différentes spéculations (Jatropha, ricin, tournesol, etc).
54. **Le solaire et la micro-hydroélectricité** présentent des potentialités tant pour l'électrification décentralisée que pour l'injection au réseau. L'irradiation moyenne est 4-6 Kwh/m²/jour, et le potentiel hydroélectrique prouvé est de 1650 MW (UEMOA, 2006).
55. Au titre des emplois, le solaire présente plus de pouvoir d'absorption de main d'œuvre avec 5,76 à 6,21 emplois par mégawatt installé et 1,2 à 4,8 emplois par mégawatt en phase d'opération et de maintenance. La biomasse représenterait avec 0,4 emploi par mégawatt en phase de construction et 0,38 à 2,44 emplois par mégawatt en phase d'opération et de maintenance, sans qu'il soit indiqué si ces emplois incluent ceux liés à la collecte et au transport de la biomasse (PNUE, 2012). Les emplois liés à l'éolien sont estimés entre 0,43 et 2,51 emplois par mégawatt en phase de construction et entre 0,7 et 2,78 emplois par mégawatt en phase d'opération et de maintenance.

Atouts de la transition vers l'économie verte	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> – Fort potentiel d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique – Besoins croissants d'énergie domestique et productive pour booster le développement – Le potentiel de création de petites entreprises – Besoin de desserrer la double dépendance environnementale (bois énergie) et extérieure (l'approvisionnement en produit extérieur). – La volonté politique pour une transition énergétique – La libéralisation et les possibilités offertes aux producteurs indépendants d'électricité – Diminution progressive des prix des technologies d'énergie renouvelable 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Absence de données sur les potentialités réelles d'énergie renouvelable ○ Flou du cadre politique, législatif et réglementaire ○ Absence de tarif de rachat de l'électricité verte ○ Faible niveau d'information de la population sur les avantages des énergies renouvelables ○ Manque d'incitation pour le développement de l'entrepreneuriat en énergie renouvelable ○ Absence de mécanisme de financement des énergies renouvelables ○ Frilosité des institutions financières à cause de la méconnaissance des technologies et risques associés.
Menaces	Opportunités d'Action
<ul style="list-style-type: none"> – Changement climatique et ses effets sur les ressources naturelles notamment sur les eaux de surface. 	<ul style="list-style-type: none"> – Adaptation et atténuation des changements climatiques – Besoins réels d'irrigation dans l'agriculture – Appui au développement de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes dans les énergies vertes – Formation, éducation et sensibilisation des acteurs – Marché du carbone – Mise en place d'un environnement propice

D - Le secteur de l'industrie

56. La côte d'Ivoire dispose d'un secteur industriel assez robuste par rapport aux autres pays de la sous-région ouest-africaine excepté le Nigéria. La contribution du secteur au PIB s'élève à environ 19%, contre 11% au Sénégal et 8% au Ghana.
57. La Côte d'Ivoire est la huitième puissance industrielle de l'Afrique en valeur absolue, dixième en valeur absolue (VA) industrielle par habitant – le secteur secondaire contribue à un peu plus de 25% du PIB national (2011). Le secteur manufacturier, touché par dix ans de récession, n'a toujours pas rattrapé son niveau de 1999/2001, malgré une légère reprise observée depuis 2007. Les baisses de rentabilité les plus critiques ont touché les secteurs de la chimie, du caoutchouc et du plastique, les industries du textile et du cuir, du papier, du meuble et des matériaux de construction. Globalement, la VA moyenne du secteur manufacturier a chuté de 22% du chiffre d'affaires (CA) en 1999 à 12% en 2006, pour se stabiliser depuis.
58. L'industrie ivoirienne repose sur les activités d'extraction et d'énergie (28% de la VA industrielle), de la construction (10%) et de l'industrie manufacturière (62%), qui est marquée par la prédominance des activités agro-industrielles, suivies des activités de la chimie, du caoutchouc, du plastique et de la pétrochimie.
59. L'agro-industrie et la construction représentent pour près de 60% de l'emploi industriel total. En 2007, la Côte d'Ivoire comptait 2.402 entreprises de plus de 10 salariés, dont plus de la moitié dans l'agro-alimentaire. Le nombre d'entreprises industrielles déclarées à la centrale des bilans s'élevait à 1.370 en 2009, dont 665 entreprises manufacturières, 56 entreprises des secteurs de l'Energie et des Mines et 649 entreprises du BTP (DRSP). En 2009, le secteur industriel avait

³ Nouvelle politique industrielle de la République de Côte d'Ivoire , Phase1 : Diagnostic du secteur industriel et du cadre institutionnel, 2012.

généralisé 94.371 emplois. Plus du tiers était composé d'emplois du secteur agro-industriel, suivis des secteurs de la construction (11,5% des emplois industriels), du bois (11%), de la chimie (8%), du caoutchouc-plastique (7,5%) puis du textile et du cuir (6%) (Institut National de la Statistique).

60. Malgré sa prédominance à l'échelle régionale, grâce à sa diversité agricole et la présence historique de nombreux acteurs agro-industriels, l'agro-industrie ivoirienne est actuellement en perte de vitesse, fortement impactée par la crise socio-politique qui entraîna une paupérisation de la population et la fermeture de nombreux sites de production. Mais, avec 27% de la VA industrielle, ce secteur reste une clé de voûte du secondaire ivoirien. Avec une chaîne de valeur étoffée, les 44 industries de transformation des cultures pérennes ont réalisé 69% du CA des entreprises agro-industrielles en 2009 (1.506 milliards de FCFA) et rassemblent 14.800 emplois. Les 134 fabricants de produits alimentaires constituent les 31% restant du chiffre d'affaires pour 17.600 emplois. La transformation du cacao est le secteur leader de l'agro-industrie en termes de CA (39% du CA agro-industriel), mais elle ne contribue qu'à 20,6% de la VA agro-industrielle, contre 44,8% pour les fabricants de produits alimentaires.
61. L'industrie énergétique ivoirienne se scinde en deux sous-secteurs : énergie (électricité-gaz) et pétrole. En 2009, le cluster énergie générait 5.332 emplois, soit près de 6% des effectifs industriels.
62. L'industrie forestière se compose des activités de scierie, de placage, puis des activités de seconde transformation – menuiserie, fabrication d'articles en bois, mobilier, papier. La Côte d'Ivoire était la puissance exportatrice de bois tropical leader du continent africain il y a 20 ans : en 1973, sa production s'élevait à 5 millions de m³, pour à peine 1,5 millions de m³ aujourd'hui. Cette chute a touché l'ensemble des essences de bois. Suite à cette baisse de production, le nombre de scieries traditionnelles a chuté de 140 unités à 78 en dix ans.
63. On soulignera le caractère embryonnaire des activités d'assemblage et la faiblesse des secteurs manufacturiers structurants : matériaux, aciéries, emballages, outillages, machines, matériels roulants et industries d'assemblage contribuent pour seulement 24% à la valeur ajoutée manufacturière. Ces constats traduisent la faiblesse du marché intérieur et le manque de densité d'un tissu de sous-traitants et de fabricants de produits intermédiaires. On note cependant une activité croissante des secteurs de la chimie, pétrochimie, plasturgie, secteurs structurants dans le processus de densification de l'industrie ivoirienne.
64. Les manques de compétition et de compétitivité sont accentués par un déficit de productivité aux causes multiples, principalement : une structure de coûts non compétitifs, un environnement des affaires difficile, un retard d'investissement et un vieillissement de l'outillage industriel comme des compétences humaines.
65. Ainsi, la transition effective du secteur industriel ivoirien vers une économie verte s'opérera à travers le développement prioritaire des industries agroalimentaire, énergétique et forestière, premiers secteurs porteurs d'opportunités de verdissement de l'économie.
66. Cependant, malgré les opportunités sectorielles, l'industrie Ivoirienne est confrontée à un certain nombre de problèmes structurels qui peuvent freiner ou encourager la transition vers l'économie verte. Il s'agit : d'un environnement des affaires peu propice à la croissance et à l'investissement ; la vétusté du tissu industriel ; l'insuffisance du capital technologique et humain ; l'insuffisance du financement.
67. Le tableau suivant donne une idée des atouts et des contraintes.

Tab : Analyse SWOT du secteur secondaire de la Côte d'Ivoire

Atouts	Faiblesses/Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> – Leadership régional et bon niveau de diversification – Forte population, jeune et des diplômés conscients des enjeux du DD – Activités socioculturelles favorisant l'implantation des industries – Potentiel d'exploitation hydraulique, énergétique, forestière 	<ul style="list-style-type: none"> – Faiblesse institutionnelle avec un système fiscal complexe et un code douanier non optimal et un cadre réglementaire obsolète – Vieillesse de la main-d'œuvre (agricole), formations inadaptées aux besoins du marchés (énergie), inéquitable accès aux emplois, conditions d'embauche des industries trop exigeantes – Inefficience/manque de dispositifs d'encadrement/surveillance/contrôle qualité (bois, énergie,...) – Manque/retard d'investissement voire vieillissement et vétusté de l'appareil productif – Environnement des affaires difficile (fiscalité lourde, absence de suivi institutionnel, non-application des textes, lenteur des réformes institutionnelles sur les questions foncières, coût élevé des facteurs de production, problèmes d'approvisionnement en électricité, difficultés logistiques et douanières) –
Menaces	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> – Dégradation des sous-sols – Aléas climatiques – Exploitation excessive due à un modèle expansif d'agriculture et des cultures sur brûlis – Urbanisation et démographie galopante – Sciage clandestin et commerce informel – Prélèvement massif de bois de chauffe – Désaccord avec le Ghana impliquant la révision du traité pour le partage des eaux territoriales (exploration pétrole) – Fraudes sur les produits pétroliers – Dépendance aux énergies conventionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> – L'efficacité énergétique (EE) dans l'industrie, les technologies et procédés industriels sobres – Marché du carbone, dans les industries manufacturières et l'industrie des minerais. – Les industries agro-alimentaires, l'industrie de la pêche, de la forêt, du bâtiment, du transport, des déchets. – La promotion du recyclage des déchets agro-alimentaires. – Formation aux « nouveaux » métiers – Amélioration des modes de production et des entreprises pour les rendre conformes aux principes d'EV

E- Les établissements humains durables avec des systèmes d'assainissement et une bonne gestion des déchets solides en zone urbaine

Le sous secteur de la construction

68. Le rythme galopant de l'urbanisation et l'affluence de la migration dans les centres-villes ont augmenté le nombre de logement et d'infrastructures non planifiés et non contrôlés. Cette situation est, d'une part, l'œuvre d'un développement illégal et anarchique d'habitats précaires et non durables et d'autre part l'extension d'agglomérations constituées de grands bâtiments souvent presque tous vitrés, sans système d'isolation thermique et intégralement équipés de système de climatisation énergétivore. Le ciment non isolant et omniprésent dans tous les types de bâtiment est très inefficace et reste virtuellement le seul matériau couramment utilisé dans les nouvelles constructions en Côte d'Ivoire.

Le sous-secteur de déchets

69. Le secteur des déchets a connu une forte ampleur avec la hausse de l'urbanisation et le peuplement des grandes villes comme Abidjan. L'urbanisation non planifiée et les modes de consommation en évolution, suscitent un besoin de systèmes d'assainissement adéquats et durables. Le secteur souffre de l'insuffisance d'infrastructures de collecte de déchets et l'éclosion de décharges sauvages très polluantes. Le seul mode de traitement encore utilisé est l'enfouissement non contrôlé dans la décharge brute d'AKOUEDE dans la ville d'Abidjan.
70. Les déchets municipaux sont composés généralement des ordures ménagères à la fois recyclables comme matière organique, le plastique, le carton, les métaux, le verre, les textiles, etc. mais aussi de matériaux toxiques tels que les batteries de voiture, des piles et accumulateurs issus des équipements électriques et électroniques (EEE). On note également la présence de déchets biomédicaux en provenance des centres hospitaliers et d'autres déchets liquides issus des rejets industriels, d'eaux usées des ménages, des abattoirs, etc.
71. La District d'Abidjan compte en 2010 environ 4,1 millions d'habitants. Il est divisé administrativement en 13 collectivités : 10 communes Port Bouet, Koumassi, Marcory, Treichville, Plateau, Cocody, Adjame, Attécoubé, Abobo, Yopougon + 3 sous-préfectures Bingerville, Songon, Anyama.
72. Cette population génère des déchets urbains (ordures ménagères, balayage, des trottoirs et des marches, etc.), dont le flux journalier est évalué à 3 000 t/j4 de déchets totaux. On estime que 70 % seulement de ces déchets sont collectés et le reste est déversé dans des dépotoirs ou dans la lagune. L'estimation annuelle des déchets collectés pour chaque commune montre que le taux de production des déchets a atteint 21,5% durant la période 2003- 2007.

⁴ République de Cote d'Ivoire ministère des infrastructures économiques ; programme d'urgence d'infrastructures urbaines (PUIUR) ; étude stratégique pour la gestion des déchets solides dans le district d'Abidjan, juillet 2011

Tableau : Estimation annuelle des déchets collectés pour chaque commune

Tonnage	2003	2004	2005	2006	2007
Abobo	125 532	119 477	118 727	161 554	206 513
Adjame	106 303	95 496	99 922	101 818	150 679
Plateau	11 223	4 835	16 284	34 879	53 937
Attécoubé	33 477	25 538	33 145	20 987	18 843
Bingerville	17 306	8 563	9 800	10 128	13 074
Cocody	79 923	123 697	123 534	107 751	142 594
Koumassi	66 863	52 604	42 687	39 955	51 249
Marcory	65 765	65 890	68 584	73 687	59 443
Anyama	17 906	6 910	9 415	13 876	7 728
Port Bouet	56 297	59 043	58 600	66 823	54 957
Songon	2 295	76 961	63 809	59 590	66 610
Treichville	42 514	167	1 464	3 885	416
Yopougon	165 199	166 106	162 196	187 190	218 211
abattoir	2 508	2 258	2 728	2 974	3 523
branchages	28 996	7 707	35 704	14 106	360
	822 107	815 252	846 599	899 203	1 048 137

73. (Source : District, juillet 2010)

74. Le secteur est informel et reste dominé par des activités de récupération et de recyclage des déchets industriels et ménagers. Il s'agit d'activités de récupération et de recyclage des bouteilles, de l'aluminium, du plastique, du caoutchouc, du papier-carton, du textile, des métaux ferreux et non ferreux, des fûts d'emballage, etc. La récupération constitue une source de revenu d'un millier d'individus même si les prix de vente du Kg demeurent relativement faibles pour la plupart des matières récupérées.

75. Le nombre d'employés officiels pour la collecte et le transport des déchets solides municipaux varie entre 0,003 et 0,8 pour 1000 habitants à Abidjan⁵. Dans la commune de Marcory l'activité de pré-collecte génère des revenus moyens de 66 660 FCFA ce qui représente quasiment le double du SMIG ivoirien (37000 FCFA).

76. L'analyse du coût montre que le prix de la tonne peut être estimé selon le type de prestation et les moyens employés, entre 8 000 et 12 000 FCFA, auquel il convient d'ajouter 4 à 5 000 FCFA la tonne pour l'exploitation de la décharge. Sachant que la moyenne de production annuelle est de l'ordre de 270 kg par an par habitant, ce sont 1 000 000 tonnes de déchets qui sont estimés pour un coût annuel compris entre 12 et 17 milliards FCFA. Dans la ville d'Abidjan le coût de gestion des ordures dans les budgets de fonctionnement des municipalités varie de 20 à 55 %⁶.

77.

⁵ SEVENTH FRAMWORK PROGRAMME

⁶ République de Côte d'Ivoire ministère des infrastructures économiques ; programme d'urgence d'infrastructures urbaines (PUIUR) ; étude stratégique pour la gestion des déchets solides dans le district d'Abidjan, juillet 2011

Tableau : prix des matières récupérées de la Décharge d'Akouédo (source enquête 2009)

	Prix du Kg en CFA	Devenir de la récupération
Plastique (blanc)	75 - 100	Industrie et artisanat
Plastique (coloré)	35 - 50	
Métaux ferreux	15	ferronnerie
Métaux non ferreux (aluminium)	300-400	
Bouteilles (verres)	5 - 25	réutilisation
Bouteilles plastiques	5 - 25	Réutilisation exportation
Caoutchouc	100	Industrie
Sac de voyages	100	Artisanat
Sac boro	5 - 10	
Pneu	100	artisanat
Fils électriques (cuivre)	350	Exportation
Haillons	25 - 30	Réutilisation industrie
Cartons	500 - 1000	Réutilisation

78. Le secteur de déchet regorge d'importantes potentialités de création d'emplois verts et de croissance à travers toute la chaîne de la collecte à la valorisation. Il s'agit, d'abord d'assainir le cadre réglementaire débouchant vers l'organisation des décharges et leur professionnalisation. Ensuite, d'adoption des modes modernes de traitement et de valorisation de déchets par une mise en place de centres d'enfouissement techniques, de tri, de méthanisation, de compostage et d'incinération mais aussi des réseaux développés de transport et de collecte et pré-collectes. Au sein des décharges sauvages il s'agit, dans le court terme, de veiller à l'organisation et à la formalisation des filières telles que le recyclage, la récupération et le réemploi très prisé par les ménages pour servir de récipient et d'emballage.
79. Opportunités d'action de la filière : La pré-collecte, le stockage et la collecte, transport des déchets, recyclage des déchets, le compostage, l'élimination des déchets (EBT,2012) et l'éco-construction constituent des niches qui nécessitent un travail plus approfondi.

Atouts de la transition vers l'économie verte	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> – Fort taux de croissance de la population en ville – Urbanisation accélérée et non planifiée et non contrôlée – Flux journalier des déchets élevé (3 000t/j pour Abidjan) – Protection de l'environnement, de la nappe phréatique et des populations contre la pollution des décharges sauvages – Développement des filières agricoles, artisanales et commerciales à partir des matières récupérées – Entrepreneuriat 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Faible maîtrise des impacts sur l'écosystème et sur l'environnement des sites d'implantation des ouvrages de traitement des déchets ○ Coût élevé des ouvrages de méthanisation et de technologie d'incinération des déchets ○ Poids élevé de la subvention accordée à la gestion des déchets ○ Financement de la gestion des déchets ○ Maintenance technique des ouvrages ○ Long circuit de transport et d'approvisionnement
Menaces	Opportunités d'Action
<ul style="list-style-type: none"> – Non appropriation des populations des sites d'accueil d'ouvrages de traitement des déchets – Saturation des voies de communication et difficulté d'accès aux nouveaux sites de traitement des déchets – Impact négatifs sur l'environnement (air, sol, sous-sol) – Pollution de l'air (incinération) – Déséquilibre biologique 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Mise en place de centre d'Enfouissement technique et de tri ○ Méthanisation ○ Compostage ○ Incinération ○ Centre de traitement et recyclage des eaux usées ○ Recyclage et récupération professionnels ○ Développement réseaux de collecte et pré-collecte ○ Développement de réseaux de transport et d'expédition des déchets ○ Marché carbone

4- Les fondamentaux structurant la feuille de route pour une transition vers l'économie verte

80. Les différentes rencontres ont révélé un grand engouement de la part des acteurs et **un fort engagement politique des pouvoirs publics ivoiriens** matérialisé encore une fois par la création d'un cadre institutionnel d'appui.
81. Ainsi, pour le profilage d'une feuille de route, il s'avère indispensable de définir les principes et les axes majeurs en vue du cadrage des interventions.

4.1- Des principes de base

82. Des principes fondamentaux doivent guider la transition vers l'économie verte dont :
 - a. **La participation** inclusive de toutes les parties prenantes (décideurs, le privé, les OSC, les partenaires au développement) pour une bonne gouvernance des actions.
 - b. **Le genre** : la transition vers l'économie verte devra intégrer les besoins différenciés des hommes et des femmes et constituer un pilier pour le renforcement du pouvoir économique de la femme pour l'extirper de sa trajectoire de pauvreté.
 - c. **La subsidiarité** : renvoie aux échelles d'action pour mieux tirer profit du processus de décentralisation en cours dans le pays.
 - d. **L'impact** : Les performances de la transition vers l'économie verte doivent être beaucoup plus analysées sous l'angle des transformations structurelles au plan économique, social et écologique induites par les actions.

4.2 - Les orientations pour structurer la stratégie de transition vers la croissance verte en Côte d'Ivoire

83. Au regard des opportunités notées, cinq (5) axes et des lignes d'action y afférentes sont définis pour structurer les interventions pour une transition vers l'économie verte.

Axes 1 : Adaptation cohérente du cadre politique, institutionnel et réglementaire

84. Actualiser la stratégie nationale de développement durable et du plan d'action national sur l'économie verte avec un mode de gouvernance opérationnel et veiller à leur déclinaison au niveau local. A ce titre, une consultation devrait être initiée en vue d'une implication des décideurs, du privé et des organisations de la société civile.
85. Adapter le cadre institutionnel et réglementaire notamment fiscal pour inciter le verdissement de l'économie et favoriser le décloisonnement pour tirer le meilleur profit des synergies institutionnelles.
86. Veiller à l'articulation de l'économie verte dans les politiques sectorielles et nationales, notamment avec le PND pour constituer un instrument complémentaire de consolidation « d'une croissance vigoureuse, soutenue et inclusive pour transformer la Côte d'Ivoire en un pays émergent à l'horizon 2020 ».

Axe 2 : Le renforcement des capacités, la recherche et le développement de l'innovation

87. Le ciblage des besoins en outils, méthodologie et en connaissances spécifiques demeure un pré-requis pour la transition vers une économie verte. Il en est de même pour la recherche afin de proposer des innovations répondant aux besoins des communautés. Les innovations peuvent se rapporter à la fois aux technologies (labellisation), au social en termes de mise en place de système d'organisation sociale (réseaux, coopératives, circuit, etc.) qu'en termes de modules de formation.
88. Il s'agit plus spécifiquement de :
- a. Identifier et développer des outils méthodologiques d'accompagnement de la transition et des référentiels dont les bonnes pratiques, les business modèles, les indicateurs de comptabilité et de suivi des impacts, les normes et labels.
 - b. Assurer une meilleure maîtrise des filières potentiellement aptes à stimuler le verdissement des secteurs
 - c. Renforcer les curricula d'éducation et de formation
 - d. Mettre en place un mécanisme d'incubation pour le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

Axe 3 : Adoption d'un mécanisme de financement approprié

89. La mise en œuvre réussie d'une stratégie de croissance verte requiert la définition d'instruments de financement innovant pour soutenir l'amorçage. Il s'agit de :
90. Développer une fiscalité verte comme outil de levier du développement durable.
91. Explorer des mécanismes endogènes et extérieurs de financements innovants à travers les instruments de partenariat public privé (PPP), de développement des marchés ruraux des produits durables, de l'e-commerce, de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Les fonds carbone au titre des changements climatiques peuvent aussi servir d'effet de levier à la mobilisation des ressources financières au niveau du marché national.

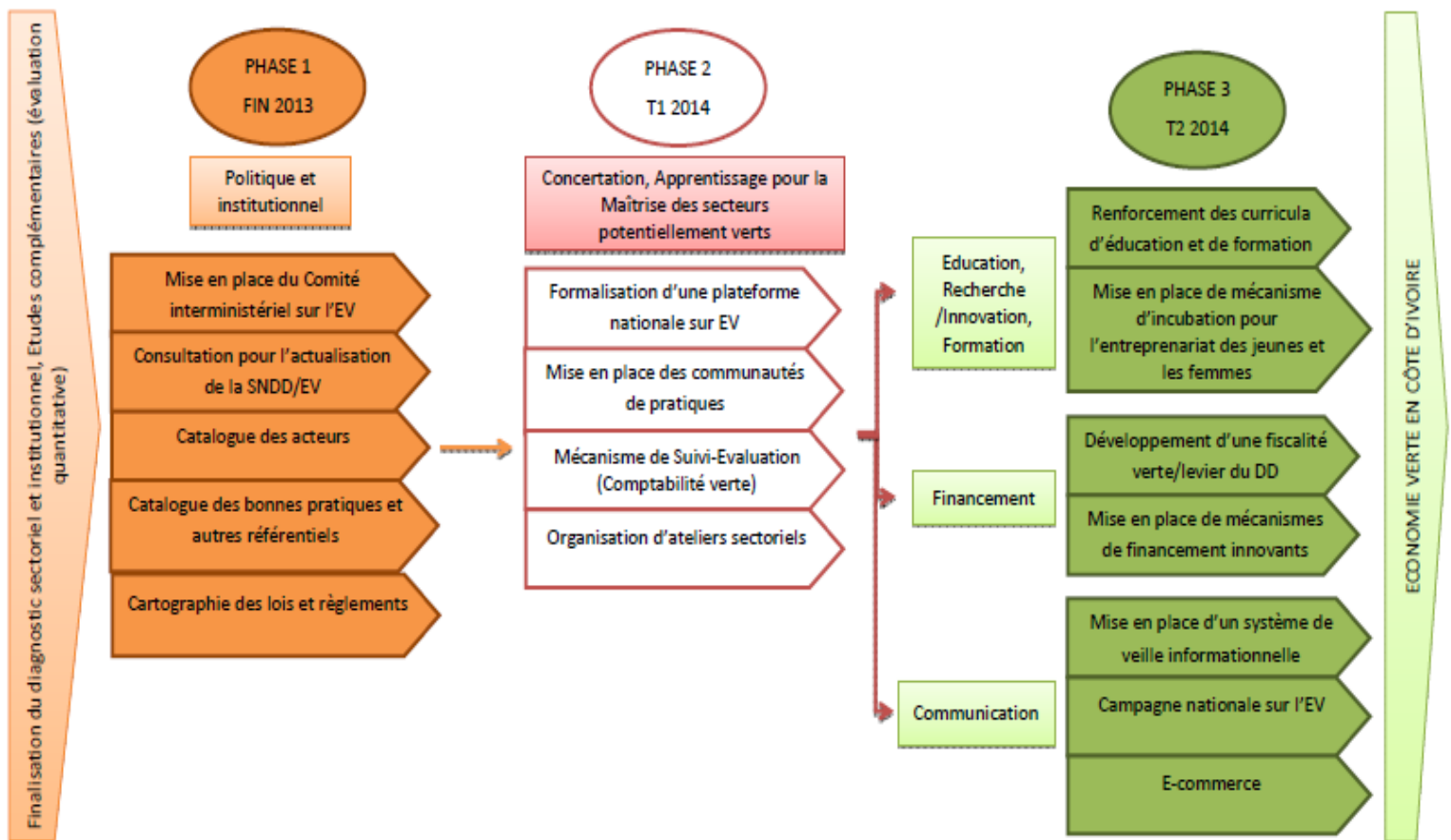
Axe 4 : Communication, information et sensibilisation ou Plaidoyer pour une appropriation des concepts et des actions

92. Le changement structurel attendu de l'économie requiert une mutation fondamentale des comportements dans les modes de production et de consommation des biens et services. D'où la nécessité d'initier une dynamique nationale de concertation à travers la mise en place d'une plateforme nationale. L'animation de la **plateforme nationale** devrait être relayée au niveau local par ce qu'on pourrait appeler « **des communautés de pratiques** ». L'idée de communauté de pratiques renvoie à la mise en synergie de différents fournisseurs de services de développement d'une pratique ou d'opérateurs dans une filière donnée. Par exemple, dans l'agriculture biologique il s'agira de regrouper autour des exploitations : le fournisseur de semences adaptées, les fournisseurs de services climatiques et pédologiques, les fournisseurs de services financiers et d'ingénierie sociale dans un cadre local de dialogue et d'apprentissage. Tous ces acteurs dans une localité sont liés par un protocole et constituent l'interlocuteur de la plateforme nationale de l'économie verte.
93. Plus spécifiquement, il s'agit de :
- a. Mettre en place un système de veille informationnelle (concept, technologie, opportunités de financement, etc.)
 - b. Mettre en place une plateforme nationale et des communautés de pratiques comme cadre de dialogue et d'apprentissage de l'économie verte

- c. Organiser une campagne nationale sur l'économie verte et le développement durable.

4.3 - Les Actions majeures planifiées pour les prochaines étapes et adoptées par les acteurs

ACTIONS MAJEURES POUR UNE TRANSITION VERS UNE CROISSANCE VERTE EN CÔTE D'IVOIRE



Neuf (9) actions majeures à court terme pour amorcer la transition vers l'économie verte

Phases	Actions	Echéance
Phase 1	1- Création d'un Comité Interministériel sur l'économie verte 2- Consultation pour actualisation de la Stratégie Nationale de Développement Durable et d'Economie Verte (SNDD/EV) 3- Elaboration d'un catalogue des acteurs 4- Cartographie de référentiels de bonnes pratiques et des business modèle 5- Elaboration d'un Catalogue des lois et règlements	Fin 2013
Phase 2	6- Formalisation d'une plateforme nationale sur l'économie verte 7- Mise en place des communautés de pratiques 8- Elaboration d'indicateurs et mise en place d'un système de suivi-évaluation 9- Organisations d'ateliers sectoriels (fiscalité, compte environnementaux, achats publics durables, etc.)	2014

5 - Conclusion

En somme, l'économie verte peut être considérée comme « une économie qui fournit des moyens d'existence durables pour tous, tout en respectant les limites écologiques ». Ainsi, elle se révèle un outil opérationnel du développement durable et non son substitut. Les exigences d'exploitation rationnelle des ressources naturelles pour la production, le transport, la distribution et la consommation des biens et services dans une perspective de création de richesse et de lutte contre les mécanismes de création de la pauvreté, resituent l'économie verte au cœur des modes alternatifs de développement. A ce titre, sa dimension transversale requiert pour sa mise en œuvre stratégique une approche plus holistique du développement.

L'analyse montre que la Côte d'Ivoire dispose de bases économiques solides pour assurer une transition vers l'économie verte.

Il y a une volonté politique des acteurs étatiques manifestée à travers la création d'une direction en charge de la question de l'Economie Verte sous l'égide de la Direction Générale du Développement Durable au sein du Ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du Développement durable. A cela s'ajoute le lancement d'une dynamique de concertation de tous les acteurs (Etatiques, société civile et secteur privé) qui devrait aboutir à une cartographie complète des différentes parties prenantes au processus de transition.

Les opportunités de croissance visées dans le cadre de la PND à travers la valorisation du capital naturel du pays prédisposent le pays à mieux exploiter son potentiel agricole, forestier, hydraulique, énergétique. Par ailleurs, dans une perspective de développement des villes nouvelles, l'éco-construction, le transport durable et l'assainissement offrent autant de niches de création de richesse et d'emplois verts tout en améliorant les conditions de travail et d'existence du citoyen.

Cependant, comme indiqué sur la feuille de route, certaines barrières institutionnelles, politiques, réglementaires et financières sont relevées comme pouvant entraver la transition réussie vers l'économie verte. Dans cette perspective quatre axes ont retenu afin de structurer la démarche stratégique de transition. Il s'agit : La recherche de cohérence institutionnelle, le renforcement des capacités des acteurs, l'adoption de mécanisme innovant de financement, la sensibilisation et le plaidoyer pour une appropriation des concepts.

Dès lors, comme toute transition, celle vers l'économie verte requiert des mesures d'accompagnement notamment pour la prise en compte des besoins d'amorçage en termes de formation, d'innovation, de concertation et sensibilisation pour un réel changement des modes de production et de consommation sur toutes les chaînes de valeur économique et environnementale.

ANNEXES : ATELIER DE VALIDATION DE L'ETUDE SUR LES CONDITIONS DE LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE VERTE

Résultats des travaux de groupe de l'atelier de validation, 21 et 22 Mars 2013

GROUPES DE TRAVAIL I

SECTEUR PRIMAIRE

- Agriculture (Production végétale et Animale)
- Foresterie

AGRICULTURE ET ELEVAGE

ATOUTS	CONTRAINTES
Politique <ul style="list-style-type: none"> - Existence de Loi (foncière, code de l'environnement, code forestier, code de l'eau,) - Politique de décentralisation - PNIA (Programme National d'Investissement Agricole) - PAPAN (Programme d'Appui à la Production Avicole National) 	Politique <ul style="list-style-type: none"> - Conflit entre le droit coutumier et la loi foncière - Méconnaissance des lois - Inadaptation des lois aux nouveaux défis environnementaux - Réglementation de la pêche n'est pas appliquée - Insécurité foncière
Institutionnels <ul style="list-style-type: none"> - Existence de Structures de recherche et de vulgarisation en agriculture - Existence d'écoles et de centres de formation en agriculture 	Institutionnels <ul style="list-style-type: none"> - Formation inadaptée aux nouvelles préoccupations environnementales - Economie verte n'est pas prise en compte dans la formation - Insuffisance des structures d'encadrement
Humain <ul style="list-style-type: none"> - Main d'œuvre abondante . - Main d'œuvre qualifiée - Existence de nombreuses ONG dans l'agriculture et la protection de l'environnement 	Humain <ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'insertion des diplômés - Manque de spécialisation des ONG - Mauvaise organisation des ONG et manque de crédibilité
Financier <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un réseau bancaire dense (BFA, - Institution de micro-crédit - Financement du PNIA 	Financier <ul style="list-style-type: none"> - Les banques sont réticentes à financer l'agriculture - L'appui financier insuffisant de l'état
Naturel et socio-culturel <ul style="list-style-type: none"> - Zone climatique propice pour divers structures - Existence de structure sanitaire - Existence de cours d'eau permanents - Terres fertiles adaptées à toutes les cultures 	Naturel et socio-culturel <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture extensive - Saturation des terres - Insuffisance des productions animales et végétal - Problème d'écoulement des produits

AGRICULTURE/ELEVAGE

OPPORTUNITES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique - S'appuyer sur les ONG dans la promotion et la vulgarisation de l'économie verte - Partenariat public/Privé pour le financement de l'économie verte - Mécanisme de Réduction des gaz à effet de serre dues à la Déforestation et la Dégénération des forêts - Vulgarisation de l'agroforesterie - Agriculture biologique - Agriculture irriguée - Résultats de la recherche existante - Agriculture durable - Mécanismes de certification dans le domaine agricole (Raifort Alliance, UTZ) 	<p>Politique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réformes institutionnelles pour la prise en compte des nouveaux défis environnementales - Prendre en compte l'économie verte dans les politiques de développements sectoriels <p>Financier</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inciter les structures privé à investir dans l'économie verte - Encourager les structures financières à soutenir l'agriculture <p>Social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation des décideurs à l'économie verte - Sensibiliser les populations pour une transition vers l'économie verte - Développer une stratégie de communication sur l'économie verte (Presse écologique) - Impliquer les parties prenantes dans les décision de transition vers l'économie verte - Développer le volontariat <p>Techniques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des résultats de la recherche - Intégrer les notions de genre (Femmes) dans les politiques de développement de l'économie verte - Encourager la production de plantes fourragères - Développer les programmes de conservation animale et génétique - Production et vulgarisation de matériels végétaux sélectionnés - Intensification de l'agriculture

FORESTERIE

ATOUTS	CONTRAINTES
<p>CAPITAL FORESTIER EN AGONIE</p> <p>Politique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de Loi portant code forestier en cour de révision - Création de 231 FC, 8 PN, et 6 Réserves Naturelles - Programme National d'Action de Reboisement - Création de Ministères Techniques (MINEE, MINESUDD) - Ratification de plusieurs conventions internationales <p>Institutionnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de la SODEFOR, OIPR - Création de l'ANDEFOR (Reboisement dans le DFR) en réflexion - Existence d'écoles de formation en foresterie <p>Humain</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agents techniques des Eaux et Forêts faisant partie du corps paramilitaire - Existence de nombreuses ONG dans la protection de l'environnement <p>Financier</p> <ul style="list-style-type: none"> - Payement pour services environnementaux - Financement du reboisement par le secteur privé du bois - Financement des activités de protection de la forets par les partenaires techniques et financiers internationaux (OIBT, GIZ, PNUE, etc) - Fonds National de l'Environnement (FNDE) - Taxation sur l'exportation du bois <p>Naturel et socio-culturel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Richesse en Biodiversité - Existence de forets sacrée - Bonne représentativités des écosystèmes - Population autochtones consciente de l'importance de la foret 	<p>Politique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible application de la loi forestière - Méconnaissance de ces lois par les populations - Inexistence de plan d'aménagement des plusieurs FC - Inadaptation des lois au nouveaux défis environnementaux - Insécurité foncière <p>Institutionnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation inadaptée aux nouvelles préoccupations environnementales - Economie verte n'est pas prise en compte dans la formation - Recherche forestière n'est pas développé <p>Humain</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des agents techniques des Eaux et Forets - Insuffisances de moyens techniques et logistiques - Mauvais organisation des ONG et manque de crédibilité <p>Financier</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les banques sont retissant à financer l'agriculture - L'appui financier insuffisant de l'état <p>Naturel et socio-culturel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exploitation forestière de type minier - 90% de l'énergie domestiques constitué de bois de chauffe et de charbon - Les populations locales pas associées à la gestion de la foret - Utilisation des feux de brousse - Infiltration des forets classés et des parc nationaux

FORESTERIE

OPPORTUNITES	DEFIS
<p>Eléments et facteurs qui permettre d'accélérer/favoriser la transition vers une économie verte</p> <p>Eléments et facteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique - S'appuyer sur les ONG dans la promotion et la vulgarisation de l'économie verte - Mécanisme de Réduction des gaz à effet de serre dues à la Déforestation et la Dégradation des forêts (REDD+) - Mécanismes FLEGT (Certification du bois) - Marché carbone - FEM - Fonds vert - Mécanisme de Développement Propre (MDP) - Projet de labélisation des parcs nationaux (GIZ, création de l'espace TAI) - Technologies de carbonisation améliorés 	<p>Politique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réformes des lois foncière et forestière (Propriété de l'arbre) - Mettre en synergie toutes les initiatives mondiale en matière de protection de l'environnement (REDD+, MDP, Economie Verte, EBT) - Réalisation de plan d'aménagement des FC en définissant des zones de plantation, Zones de reboisement et Zones de protection - Création de l'ANDEFOR pour le reboisement dans le domaine environnemental <p>Financier</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inciter les structures privés à investir dans le reboisement et la gestion des forêts - Attirer la finance carbone pour la régénération <p>Social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur l'importance de l'arbre et la promotion de l'économie verte - Impliquer les parties prenantes dans la gestion des AR et FC - Promotion de l'écotourisme - Encourager les populations pour la foresterie villageoise <p>Techniques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de plantations forestières à vocation énergétique - Promotion des produits forestiers non ligneux - Création de pépinière d'arbre forestier pour soutenir le reboisement villageois - Création de périmètres de protection autour des zones sensibles - Promotion de la foresterie urbaine

RECOMMANDATIONS

- Réadaptation des textes règlementaires aux défis environnementaux actuels
- Sensibilisation de proximité des populations pour la protection et l'utilisation rationnelle des espèces végétales et animal pour un développement durable
- Promotion et vulgarisation des lois
- Suivis et évaluations des projets d'économie
- Implication des populations dans la gestion des forêts
- Promotion et vulgarisation des nouvelles technologies dans le secteur primaire
- Susciter une presse écologiques et une prise en charge de l'économie verte dans les sectorielles
- Encourager le retour à la terre des jeunes

RAPPORT DU GROUPE 2

Le vendredi 22 mars 2013 s'est tenu à Manhattan suite hôtel situé à la riviéra Attoban un atelier sur la validation de l'étude des conditions de la transition vers une économie verte en Côte d'Ivoire. Lors de l'atelier, des commissions ont été mise sur pied pour la définition de la feuille de route sur l'économie verte. A cet effet le groupe 2 a statué sur le secteur secondaire (atouts, contraintes, opportunités, défis, recommandation et priorisation).

Groupe 2 : Secteur Secondaire : Industries agroalimentaires, bois, chimiques, mines, énergie...

	Atouts	Contraintes	Opportunités	Défis
Capital politique et institutionnel existant	-La présence des ministères sectoriels ; -la présence des structures spécialisées ;	-Faiblesse des institutions ; -Manque de suivis et d'évaluation ; -Non vulgarisation des textes et lois ; -Insuffisance réglementaire ; -Manque d'institution de coercition ; -Manque de coordination sectorielle des acteurs	-Coopération régionale et internationale ; -Transfert de technologie ; -L'adhésion aux engagements des conférences internationales ; -L'existence de la SNDD, le PND ; -L'existence du réseau RSE Côte d'Ivoire ; -L'existence des différents codes (code de l'eau, minier, forestier	-Coordonner les actions du gouvernement ; -Mise en place d'un cadre d'échanges pour s'informer ; -Appropriation du concept par les parties prenantes ; -Respect des textes et lois par les industries ; -Actualisation des textes pour l'intégration d'une économie verte

	Atouts	Contraintes	Opportunités	Défis
Capital humain	-Existence d'une forte population jeune ; -Existence de diplômés à la thématique du DD ;	-Absence de main d'œuvre qualifiante ; -L'inadaptation des formations aux besoins du marché ; -Accès inéquitables aux emplois ; -Condition d'embauche trop exigeante des	-Formation spécialisée dans le domaine du DD ; -Disponibilité d'une jeunesse active ; -Existence de jeunes diplômés en DD	-Changements de comportements dans l'utilisation des ressources ; -Mettre à contribution la recherche scientifique ; -Prioriser la formation en DD ; -Intégration dans le programme éducatif le

		industries ; -Taux élevé d'analphabètes		concept de l'économie verte ; -L'équité du genre
--	--	---	--	---

	Atouts	Contraintes	Opportunités	Défis
Capital financier	- Existence des Institutions financières (Banques, micro finance, etc....) ; - Existence des partenaires au développement ; - Subvention de l'Etat	- Accès difficile aux financements ; - La non prise en compte de l'environnement dans le financement des projets ; - Insuffisance de structures de financements spécialisées	- Existence du FEM, du PNUE etc...	- Changement et Amélioration des modes de production des entreprises; -Faire de la RSE une réalité en Côte d'ivoire

	Atouts	Contraintes	Opportunités	Défis
Capital naturel	- Climat favorable ; - Bonne couverture hydraulique ;	- Aléas climatiques ; - Dégradation du sous-sol ; - Ressources naturelles limitées	- EV comme moyen de valorisation des ressources naturelles (Sol, eau etc...)	- Préserver et renouveler des ressources naturelles en présence

	Atouts	Contraintes	Opportunités	Défis
Technologie, infrastructures de recherche et développement	- Existence de plusieurs centres de recherche ; -Etablissements spécialisés ; -Universités ; -Grandes écoles	- L'inaccessibilité aux nouvelles technologies ; - Les techniques et technologies actuelles ont un trop grand impact sur l'environnement	- Les découvertes scientifiques existantes ; - Transferts des expériences et connaissances des autres pays	- Redynamiser le système éducatif ; - Maitriser et utiliser les technologies inhérentes à l'économie verte

	Atouts	Contraintes	Opportunités	Défis
Capital socioculturel	- La présence des activités	- Les comportements	- Soucis de préservation du	- Changement des mentalités ;

	socioculturelle favorisant l'implantation des industries	ancestraux	capital naturel	- Verdissement du secteur informel
--	--	------------	-----------------	------------------------------------

RECOMMANDATION ET PRIORISATION

Au terme de notre étude, il nous a été donné de formuler des recommandations en vue d'une transition effective du secteur secondaire vers une économie verte. Il en découle les éléments suivants :

SECTEUR PRIORITAIRE

- Industrie agroalimentaire ;
- Industrie énergétique ;
- Industrie forestière.

PRINCIPALES ACTIONS

- Campagnes éclatées de sensibilisation sur le concept ;
- Actualisation des textes existants et leur application en intégrant le concept ;
- Mise en place des mesures d'accompagnement pour encourager les entreprises à s'inscrire dans l'économie verte

BUREAU DE SEANCE

Président de séance : NAGO Benoît Hugues

1^{er} rapporteur : DOH Jean Luc

2^e rapporteur : TOURE Marc Olivier

AUTRES MEMBRES DU GROUPE

- BIAO Reine
- OUATTARA Siaka
- SORO Sinata
- KOBLAN Alouko
- KOUASSI Sainy
- Mme
- ASSEMINE Latte

- KOUADIO Acquah Augustin
DIGBEU serie
- KALOU Raymond
ASSAMOI Arsène
- HOUNGNONVI Olivier ,
YAOUA epse KOUAMEN
- KOFFI Amon Bernadette
ZAMBLE Valeriy Thibaut
- KOUAME SEBASTIEN OUATTARA
Modogui

GROUPE 4 POLITIQUE ET INSTITUTION

Trois points de réflexion :

- Cadre politique et de gouvernance
- cadre légal
- cadre institutionnel

Liste des membres du groupe (22 membres)

– Mme AMARI KOFFI VERONIQUE (présidente)	CEDRIC LOMBARDO
– DOSSO ABOUBAKARI (secrétaire)	GOKPA G. ALAIN
– M. KEKE OLIVIER (secrétaire)	ASSAMOI NOELLE
– DR BINATE	ODI AKA BLAISE
– LOUKOU KOFFI JULES ROMEO	
– DR TIE YRO HYACINTHE DESIRE	N'DRI ATCHEGOUA
– FLORE KOUASSI	DIGBEU GBALE
– KADJO ALLOUA BRAHIMA	COULIBALY
– ISSIAKA GAMINTE	ZELA K. AUDEDR
– BEKE TITE	ASSI SEKA DANIEL
– BOTI DOUAYOUA	BAKAYOKO OUMAR
– DR KOMENAN NARCISSE	
– MEITE MAIMOUNA	
–	

MÉTHODOLOGIE

Réfléchir sur chaque point et déterminer les forces et faiblesses inhérents qui puissent permettre la transition à une économie verte.

RESULTATS DES TRAVAUX

Cadre politique	Atouts	Contraintes	Opportunités	Défis
	De nombreuses Politiques existent <i>Au niveau national</i> PND, PNAE, SNDD, SNDB, Document de Politique environnemental, GIRE, Plan Directeur forestier, PNIA, Politique nationale d'aménagement du territoire, Politique nationale forestière <i>Au niveau régional,</i>	Insuffisance de financement ; Insuffisance de synergie des actions, Insuffisance de vulgarisation et de communication Non maîtrise du flux migratoire ; Manque	Volonté politique affichée ; Renforcement des capacités des juristes, des parlementaires en économie verte ; Ressources endogènes, savoirs locaux, disponibles ;	Renforcer le système éducatif à travers les curricula de formations ; Adéquation formation - emploi vert ; Mobiliser des ressources et financements (micro finance)

	Politique Régionale des Ressources en Eau (PREAO) Politique communale de l'amélioration de l'environnement, programme économique régionale PER, Politique Environnementale AO (en cours)	d'indicateurs (mesure, d'évaluation, performance)	Environnement habilitant et favorisant du contexte ; éducation de masse et éducation à la base en matière d'économie verte;	adaptés aux nouveaux défis Adopter les décrets d'application des lois Sensibiliser Vulgariser les textes ;
Cadre légal et réglementaire	<i>De nombreux textes légaux et codes existent,</i> Loi sur le foncier rural, Loi sur les parcs et réserves, Loi sur les pesticides, Code de l'environnement, code forestier, Code minier, Code pétrolier, Code des investissements, Code de l'eau, Ratification de conventions internationales pertinentes	Insuffisance de textes réglementaires, Retard dans l'élaboration des textes ; Non application des textes ; Insuffisance d'actualisation des textes au regard des nouveaux concepts,	Création d'emplois verts Volonté du secteur privé de s'impliquer ; Disponibilité de la main d'œuvre ; Fiscalité verte possible ; Actualisation, révision et application des lois et textes ; Maîtrise du flux migratoire de la population ;	Elaborer et vulgariser la stratégie nationale EV Elaborer un plan de communication ; Eriger l'économie verte au rang de priorité nationale Développer un mécanisme de micro finance adaptée
Cadre institutionnel	Existence de structures étatiques et agences spécialisées MINESUD, MINEF, MPME, MESRS, MINAGRI, M Intégration Africaine, SODEFOR, OIPR, BNETD, ANDE, CIAPOL, CNRA, ANADER COLLECTIVITES TERRITORIALES UNIVERSITES ET ECOLES	Non clarification des missions Synergie d'actions ; Mauvaise gestion des compétences ; Insuffisance de financement Multitude d'acteurs de la société civile (ONG)		Faire une cartographie des zones et secteurs avec potentialité d'économie verte (état des lieux) ; Définir des indicateurs de mesure/ et de performance de

	<p>Les chefferies traditionnelles et les organisations religieuses</p> <p>Existence de la plateforme des ONG de l'environnement et autres réseaux (Réseau RSE)</p> <p>Le secteur privé (UNEMAF, CGECI, Chambres consulaires), les OP et les partenaires au développement (SNU, GIZ, CSRS, UEMOA, CEDEAO, CILSS)</p> <p>Les institutions et organismes sous régionaux (ABN, ABV)</p> <p>Fonds National de l'Environnement FNDE, et Fonds de la Salubrité ;</p>	<p>Insuffisance de renforcement des capacités des acteurs</p> <p>Insuffisance de spécialisation des ONG du secteur de l'environnement</p> <p>Inadéquation entre la formation théorique et la pratique</p>		<p>l'économie verte ;</p> <p>Réaliser une meilleure implication des acteurs dans le processus d'EV</p>
--	---	---	--	--

RECOMMANDATIONS

- Eriger l'économie verte au rang de priorité nationale ;
- Renforcer la concertation et les échanges entre les acteurs ;
- Créer une plateforme des parties prenantes ;
- Elaborer la stratégie nationale de l'économie verte
- Créer une fiscalité verte en vue de favoriser les investissements verts ;
- Développer un mécanisme de financement des investissements verts ;
- Opérationnaliser le cadre juridique en rapport avec l'EV ;
- Inculquer une éducation de masse et à la base en matière d'économie verte;
- Information, Education, Communication

PRIORISATION DES ACTIONS

- 1 – Créer la plateforme des parties prenantes ;
- 2 – Elaborer la stratégie nationale de l'économie verte ;
- 3 – Opérationnaliser le cadre juridique en rapport avec l'EV ;
- 4 – Mettre en place un mécanisme de financement ;
- 5 - Développer une éducation de masse et une éducation à la base.

